

Nouveau Réseau de proximité des Finances Publiques Usagers, Elus, l'État **ABANDONNE** vos territoires et vous **MENT !**

La Direction Générale des Finances Publiques engage une restructuration sans précédent des services des finances publiques et de son maillage territorial.

Sous couvert de renforcer la présence des services publics, son projet prévoit en réalité au niveau du Lot:

- la fin de l'encaissement en numéraire aux guichets dès juillet 2020.
- une nouvelle organisation de l'accueil physique, avec les futures Maisons France Service ou autres permanences type bus des services publics, récupérant l'intégralité de l'accueil fiscal de premier niveau. Aucun agent des finances n'y sera affecté de manière pérenne. La DGFIP ne tiendra que des permanences ponctuelles et périodiques. Le traitement d'une situation plus complexe devra donner lieu à rendez-vous. **Il n'y aura donc plus d'accueil fiscal sans rendez-vous aux rares guichets des centres des Finances Publiques encore en place.**
- la suppression pure et simple de toutes les trésoreries encore existantes du département et concentration des opérations de dépenses et recettes des collectivités territoriales dans quatre Centres de Gestion Comptable (St Céré, Gourdon, Figeac et Cahors).
- la suppression du centre des impôts de Gourdon.
- la suppression du Service Impôts des Entreprises de Figeac (SIE) qui deviendra une simple antenne.

Le projet présenté à la presse et aux élus semble multiplier les points de contact, dits «accueil de proximité». Il garantit une présence de la DGFIP dans 38 communes lotoises...

Mais nous ne nous y trompons pas, il ne s'agit que de communication mensongère car notre direction locale

ne peut garantir une présence pérenne du fait des suppressions de postes qui s'accroissent. Aujourd'hui, les

permanences ponctuelles (souvent quelques demi-journées par an!) sont difficilement assurées.

Au final, on ferme donc 12 accueils fiscaux de plein exercice, ouverts toute l'année pour les remplacer par des permanences périodiques (généralement 4 à 6 demi-journées par an!), sans garantie de pouvoir les assurer au final, faute de personnel.

**Au niveau national, ce plan social déguisé, c'est la suppression entre 2020 et 2022 de 989 trésoreries et centres des Finances Publiques sur les 1626 que compte l'Hexagone!
Mais ce n'est pas parce que l'on supprime du personnel que vous paierez moins d'impôts!!!**

Il va juste falloir vous débrouiller tout seul devant votre écran...

A force de réduction des moyens et des effectifs, de la fermeture progressive des structures et de la réduction des horaires d'ouverture des guichets, le citoyen se retrouve dans la difficulté, voire l'impossibilité de faire valoir ses droits.

La dématérialisation des procédures, sans alternative, loin de simplifier les démarches administratives, entraîne isolement et exaspération de très nombreux usagers.

Les agents des Finances Publiques disent :

NON à la nouvelle organisation territoriale des services voulue par Gérard Darmanin. Vendue par des directeurs locaux zélés, avec l'aide de technocrates de BERCY spécialement parachutés pour faire passer le discours, un véritable MENSONGE D'ETAT, avec des opérations de communication et d'enfumage, auprès des élus, des citoyens, des agents qui ne sont pas dupes.

NON à la fin du numéraire à la DGFIP et **NON** au paiement des impôts chez les buralistes- Française Des Jeux, véritable privatisation du recouvrement du budget de l'État et fin de la discrétion professionnelle et de l'étude personnalisée des dossiers des difficultés de paiement.

NON à l'accueil sur rendez vous uniquement possible via internet qui empêche le professionnel ou le citoyen d'avoir une véritable information en temps réel.

NON à un service d'accueil low-cost avec des animateurs polyvalents, qui ne seront pas des agents des finances, dans des points de contact non pérennes ou devant être à terme entièrement financés par les collectivités locales.

NON aux projets de fermeture de l'ensemble des trésoreries de plein exercice mettant fin au contact au plus proche du terrain pour les acteurs locaux, les citoyens.

Sans Finances Publiques, Pas de service public ! Aidez-les à vous défendre ! Interpellez vos élus !

Nous vous invitons également à vous joindre à un grand rassemblement le lundi 16 septembre 2019 à 10H30 devant le Centre des Finances Publiques de Coeur de Causse(point central et représentatif de l'abandon des territoires ruraux), avec les agents des finances publiques, usagers et les élus pour un temps fort et médiatique, qui nous permettra d'alerter tout un chacun sur les dangers qui pèsent sur notre service public et les conséquences que cela va engendrer pour tout le monde. Car oui ce qui s'annonce est dramatique pour la population !

Nous comptons sur vous, car seule une forte mobilisation de l'ensemble des élus, des représentants du personnel, et des usagers permettra de contrer cette casse des services publics.